



Nicolas Vandeschricke
Insa de Lyon
21

Notre responsabilité sur Internet est déléguée, à nous de décider à qui

Les connexions à Internet en général, et au World Wide Web en particulier sont maintenant devenues une habitude quotidienne pour la plupart des citoyens des pays développés. Cette nouvelle façon de vivre, connectés et disponibles en permanence, se répand doucement, au rythme de la mondialisation des technologies, dans le reste du Monde.

Point actuel

Les enfants nés aux États-Unis ou en Europe dans les années 90 ont vécu la naissance, ou plutôt la vulgarisation d'Internet. L'avènement d'une culture décentralisée en apparence ainsi que les possibilités de communication sans précédents se sont développés à la fin du 20^{ème} siècle, sans réels garde-fous. L'idée de Liberté primait.

Ces quelques générations, en grandissant, on finit par voir émerger de nouveaux concepts, de nouvelles idées et de nouveaux usages qui deviendront très vite incontournables, ou presque. À tel point qu'Internet devient une plateforme réellement intergénérationnelle. Les entreprises de vente en ligne, les médias conventionnels puis alternatifs, les services bancaires et finalement même les Services Publics se raccrochent aux goûts du jour, et une bonne partie des aspects de la vie quotidienne finissent par trouver leur équivalent sur le Net. Un grand flux d'informations, déjà très personnelles, passe alors via Internet. Ce phénomène est encore accentué par l'arrivée des réseaux sociaux. Ces plateformes de communication, en plein essor au tout début des années 2010, mettent très rapidement en relation des millions de personnes ; l'arrivée de Facebook et de Twitter est probablement l'exemple le plus frappant.

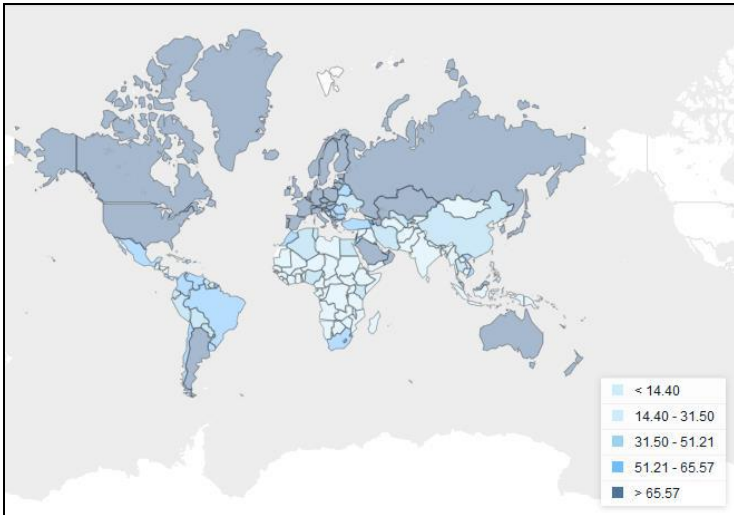
Aujourd'hui, la majorité des habitants des pays développés, et un pourcentage toujours croissant de ceux des pays émergents, accèdent à Internet, et à tous les services qui ont déjà été décrits. La tendance à ce tout-Internet semble être loin de ralentir.

Une notion de confiance

Les nouvelles générations naissent dans cette atmosphère de transfert de données permanent, et de nouvelles habitudes de vie sont prises. Les nouvelles possibilités offertes par le World Wide Web, grisantes, vont de pair avec des risques qui souvent restent méconnus, ou plutôt volontairement ignorés. Les données personnelles, des informations personnelles de base (nom, prénom, adresse mail ou encore goûts vestimentaires et habitudes alimentaires) aux données sensibles, comme le numéro de Sécurité Sociale ou les coordonnées bancaires. Progressivement mais lentement, le législatif des différents pays se met à jour pour garder le rythme et essayé de mettre un contrôle sur ce qui, par définition, n'en a pas. Certains pays y arrivent mieux que d'autres, mais le contrôle vise souvent la liberté d'expression que l'on pourrait croire – à tort, acquise sur le Net. Une preuve que la répression est possible. On aurait tout aussi tort de penser que seuls les États peuvent imprimer un contrôle sur Internet.

Même si le câblage sous-marin des fibres optiques permettant la gestion du Réseau est le plus souvent géré internationalement, pour des raisons évidentes de Défense et de contrôle des flux vitaux aux différents pays connectés, la distribution des accès est pour sa part sous gestion d'entreprises privées. Il peut donc parfois apparaître certains conflits d'intérêts, pas forcément illégaux en l'état, mais qui remettent en cause certains principes que l'on voudrait fondamentaux à l'idée d'Internet.

Quoiqu'il en soit, l'idée de remise en cause de ce système géré par du privé est souvent remise sur la table, via la rémunération de certains Youtubers qui passent par des publicités ciblées, ou par la revente de certaines informations personnelles au plus offrants. Les entreprises privées qui profitent de ce système ne sont cependant pas les seules à blâmer. En somme, nous payons plus ou moins consciemment des services sur Internet (plateformes sociales, réseaux de médias) avec nos informations personnelles. Le problème vient peut-être de là.



Utilisateurs d'Internet par pays, en pourcentage, en 2015
(Source : banquemondiale.org, libre de droits)

De quoi a-t-on vraiment envie ?

Il est évident que personne ne souhaite que ses données puissent se retrouver n'importe où sur le Net, pour la seule raison qu'un service a été utilisé. On pourrait donc se passer de ces services. Des réseaux sociaux ? Des médias en ligne ? Des tous les autres services proposées sur le Net ? Qui aujourd'hui pourrait réellement laisser cet aspect de nos vies de côté ? Si nous ne voulons pas payer avec nos informations pour des services que nous utilisons, il nous reste alors plusieurs choix.

Premièrement, nous pourrions payer, comme pour beaucoup de choses, avec de l'argent. C'est d'ailleurs ce qui se fait dans la plupart des médias, où le contenu de meilleure qualité n'est disponible qu'aux abonnés. C'est une idée, mais pas forcément la plus attrayante.

Pourquoi pas, dans ce cas, créer des services libres, codés et maintenu par des bénévoles ou des fondations à but non lucratif (comme Wikipédia par exemple). On pourrait peut-être perdre en qualité et en diversité, ce qui n'est même pas sûr, mais on y gagnerait sûrement en liberté. Qui plus est, les principes des internautes les plus libertaires seraient probablement respectés de cette façon.

Et finalement, pourquoi ne pas mettre en place un service d'État pour certains aspects du Net qui nous paraissent vitaux ? Accès à la connexion au Réseau, plateforme de communication et sécurisation des données sont des attributions qui collent plutôt bien aux prérogatives d'un État qui protègent ses citoyens, tout en leur assurant leur liberté ■

Nicolas Vandeschricke

Nombre total de signes de l'article : 5873

SOURCES

- La Banque Mondiale, 2015
Disponible sur <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.P2>